



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la Protection des populations**

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité
Unité gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES DU - 5 MARS 2025
SOCIÉTÉ ÉTABLISSEMENTS LE GAL - KERVÉHEL - 56500 MOUSTOIR-AC

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le titre 1^{er} livre V de la partie législative du code de l'environnement ;

VU le titre 1^{er} livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU les articles R.512-1 à R.517-10 du code de l'environnement ;

VU le décret du 20 juillet 2022 nommant Monsieur Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2009 modifié le 25 février 2011, délivré à la société ÉTABLISSEMENTS LE GAL dont le siège social se situe au lieu-dit Kervéhel 56500 MOUSTOIR-AC pour exploiter, à cette adresse, une casserie d'œufs sous la rubrique 2221 ;

VU le dossier de porter à connaissance de modifications des installations existantes, reçu le 6 septembre 2024, relatif à la mise à jour des prescriptions liées à l'activité de casserie d'œufs ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 31 décembre 2024 ;

VU le courrier du 10 février 2025 adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

VU la réponse de l'exploitant par courriel du 25 février 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des évolutions de la nomenclature ICPE et IOTA, il est nécessaire d'actualiser le classement des rubriques ICPE et IOTA de la société ÉTABLISSEMENTS LE GAL et de mettre à jour les prescriptions par rapport à l'autorisation initiale ;

CONSIDÉRANT que selon l'article 2 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié sus-mentionné, l'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour « utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable » ;

CONSIDÉRANT qu'en période de situation hydrologique critique ou de risque de pénurie d'eau, caractérisée par des débits d'étiage des cours d'eau ou niveau de nappes d'une même zone d'alerte au sens de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié sus-mentionné, l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau doit être pris en compte ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées aux conditions d'exploiter ne sont pas de nature à augmenter les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du livre V du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'ARTICLE 1.2.1 DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 19 FÉVRIER 2009 EST MODIFIÉ COMME SUIVANT :

ARTICLE 1.2.1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Nature des activités	Capacité	Régime
2221	Agro-alimentaire Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc.. à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras et des activités classées par ailleurs. Plus de 4 T/J	16 T/J en pointe et 4 992 T/an	E Enregistrement (Antériorité Autorisation)

L'installation au titre des IOTA est listée dans le tableau ci-dessous :

Le tableau ci-après résume la modification induite par le projet en matière de classement du site par rapport à la nomenclature IOTA mentionnée au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement :

Rubrique	Nature des activités	Capacité	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Surface totale 1,76 ha	D Déclaration

ARTICLE 2 : L'ARTICLE 8.1.2 DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 19 FÉVRIER 2009 EST RENFORCE COMME SUIV :

ARTICLE 8.1.2 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Article 8.1.2.1 - Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de ses installations pour notamment, utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau.

Les besoins en eau sont estimés pour l'activité de la casserie est de 4 036 m³ sur le réseau d'adduction public.

Article 8.1.2.2 - Mesures en périodes de sécheresse portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau.

NIVEAUX SEUILS	ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 30/06/2023 MODIFIÉ	MESURES À PRENDRE
1 Seuil de vigilance	Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site	Sensibilisation du personnel via un affichage
2 Seuil d'alerte	Réduction de 5% de la consommation d'eau.	Interdiction d'utiliser l'eau pour des usages non indispensables (limitation des lavages aux zones et matériels indispensables à la production, utilisation systématique de raclettes pour le nettoyage des sols...)
3 Seuil d'alerte renforcée	Réduction de 10 % de la consommation d'eau	Recherche d'économies supplémentaires (organisation de la production pour éviter les nettoyages intermédiaires, baisse de pression de service du réseau de distribution d'eau potable...)
4 Seuil de crise	Réduction de 25 % de la consommation d'eau.	Adaptation de la production

ARTICLE 3 : L'ARTICLE 8.1.6 DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 19 FÉVRIER 2009 EST RENFORCÉ COMME SUIT :

ARTICLE 8.1.6 – EAUX PLUVIALES

Les installations sont conformes aux dispositions présentées dans le dossier de porter à connaissance du 6 septembre 2024.

L'exploitant met en œuvre, selon l'échéancier prévu en janvier 2025, les mesures de prévention complémentaires suivantes définies à la page 21 du dossier de porter à connaissance du 6 septembre 2024 :

- mise en place d'une digue de 1,5 m avec surverse pour permettre le stockage de 650 m³ d'eau en cas de pluie décennale ;
- mise en place d'un système de régulation des débits de 8,7 l/s ;
- mise en place d'un déboureur-déshuileur dimensionné pour un débit traité de 15 l/s minimum en amont du rejet des eaux de ruissellement dans le bassin de régulation.

ARTICLE 4 : L'ARTICLE 8.1.7 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES EST RENFORCÉ COMME SUIT :

ARTICLE 8.1.7.1 : BESOIN EN EAU D'EXTINCTION EN CAS D'INCENDIE

Les installations sont conformes aux dispositions présentées à la page 19 dans le dossier de porter à connaissance du 6 septembre 2024.

L'exploitant dispose d'un volume de stockage de 270 m³/h concernant 5 surfaces de référence. La lagune de décantation de 400 m³ et la fosse de stockage des eaux d'irrigation de 900 m³ existantes seront utilisées en cas d'intervention. Un essai de mise en aspiration par un engin d'incendie est prévu par le CIS de Locminé.

ARTICLE 8.1.7.2 : GESTION DES EAUX D'EXTINCTION EN CAS INCENDIE

L'exploitant met en œuvre les dispositions présentées à la page 19 dans le dossier de porter à connaissance du 6 septembre 2024.

Les eaux d'extinction seront stockées dans le bassin de régulation des eaux pluviales d'un volume de 650 m³.

Une vanne de confinement manuelle sera mise en place pour empêcher les rejets d'eau d'extinction vers le milieu.

ARTICLE 5 : PUBLICITÉ ET INFORMATION DES TIERS

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MOUSTOIR-AC et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de MOUSTOIR-AC pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire précité et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale du territoire et de la mer) ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Recours administratifs et contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique «Télerecours citoyens», accessible par le site internet «www.telerecours.fr» :

1°) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 7 : APPLICATION

Copie du présent arrêté sera remise au directeur de la société ÉTABLISSEMENTS LE GAL qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

ARTICLE 8 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan et le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le
Le préfet

25 MAR 2025

Pour le Préfet, par délégation,
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Mme la sous-préfète de PONTIVY
- M. le maire de MOUSTOIR-AC
- M. le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours
- M. directeur de la société ÉTABLISSEMENTS LE GAL - MOUSTOIR-AC